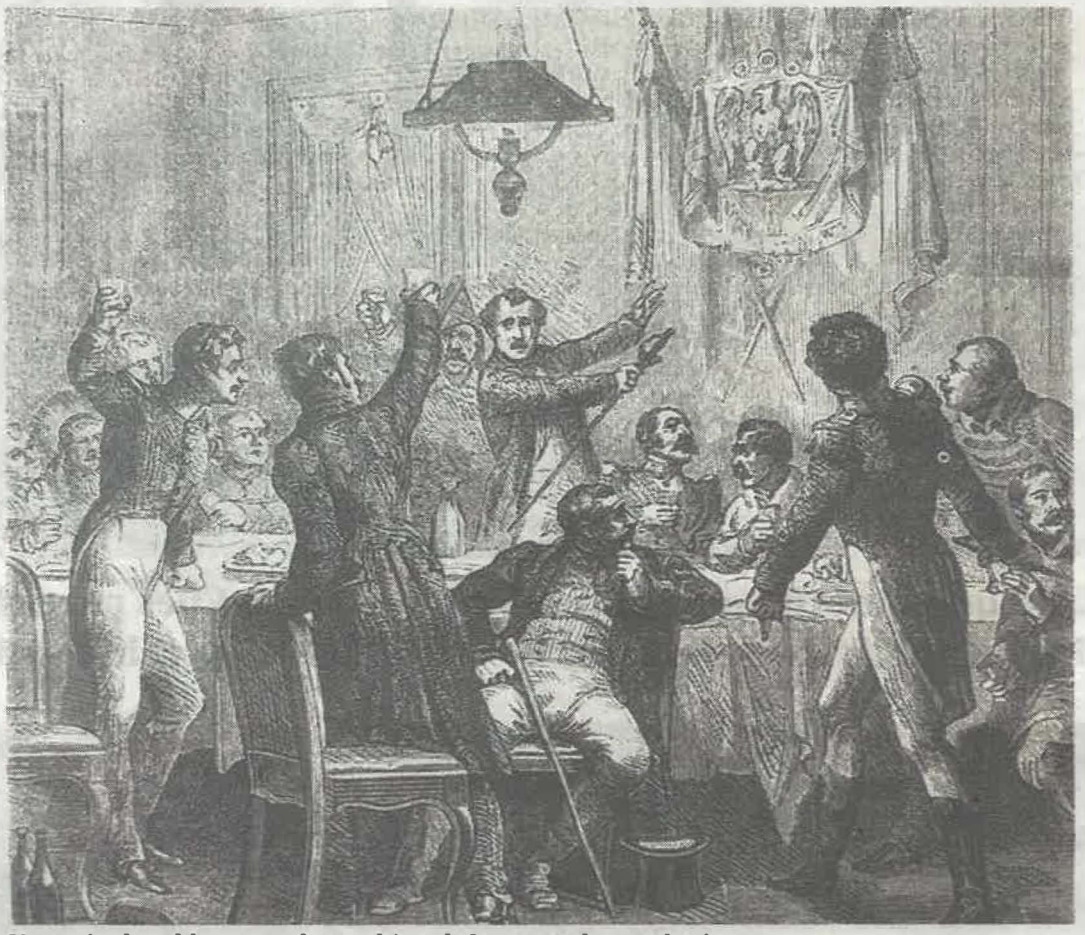
Ce jour où tout bascule

Belfort 5/9

Le 2 janvier 1822, un coup d'État qui fait pschitt

Ce jour-là a marqué le destin de Belfort. Une date primordiale dans l'histoire de la ville. Notre série estivale relate, en neuf épisodes, neuf journées décisives dans l'évolution de la cité. Aujourd'hui, le 2 janvier 1822, une tentative de putsch contre la monarchie part de Belfort.



Un grain de sable enraye la machine : le banquet des conjurés.

Tout a été minutieusement préparé pour ce lundi 1er janvier. Les militaires, partie prenante du complot, doivent occuper tous les postes de garde. À minuit, les cloches de Saint-Christophe carillonnant à tout-va donneront le signal aux soldats pour s'armer. La porte de France sera ouverte pour laisser entrer les conjurés venus du faubourg. Les militaires impliqués se sont arrangés pour y être de garde cette nuit-là. Le drapeau tricolore sera hissé.

Mais les choses ne se passeront pas comme prévu.

Deux sous-officiers préviennent leur capitaine

La première contrariété vient des tergiversations de La Fayette, l'un des chefs du complot. Il se met en route tardivement pour Belfort et le coup d'État prévu dans la nuit du 29 au 30 décembre est retardé de deux jours. Ce 1er janvier, il a pris la route, accompagné de son fils Georges. Le colonel Pailhès regroupe les officiers demi-solde. Les soldats ont mis la pierre au fusil en attendant minuit. Ce putsch de Belfort doit lancer une réaction en chaîne, s'étendre à Neuf-Brisach, Strasbourg puis à tout le pays et gagner Paris. Un gouvernement provisoire a été prévu avec cinq députés libéraux dont Voyer d'Argenson, élu de la circonscription de Belfort.

Un grain de sable enraye la machine. Pour attendre l'heure H, l'adjudant Tellier réunit au cours d'un repas une vingtaine de sous-officiers qu'il croit sûrs. Drapeaux et cocardes sont distribués.

Deux sous-officiers présents rentrant de permission n'étaient pas au courant, ils ne disent rien sur le moment mais s'en vont avertir leurs capitaines eux aussi ignorants de l'affaire. Prévenu, le lieutenant-colonel De Reynach, commandant du 29e régiment de ligne, allume immédiatement un contre-feu. La conspiration est éventée. Le commandant de place est averti. Stupéfait, il réagit promptement. Les officiers désarment facilement les soldats à la caserne. Ils recueillent des informations et filent au poste de garde de la porte de France pour arrêter les sous-officiers impliqués.

Affolement au QG des conspirateurs

Désarroi général chez les conjurés, une échauffourée éclate, le colonel Toutain, lieutenant du roi qui commandait la place, est blessé par un coup de pistolet. Certains comploteurs sont pris, d'autres s'enfuient. L'affolement gagne l'hôtel de l'Ancienne Poste, quartier général des conspirateurs.

Les La Fayette sont avertis au niveau de Champagney, ils changent leur destination chez des amis vers Gray comme si de rien n'était. Au matin, c'est la fuite générale de tous les conspirateurs.

L'événement donna naissance à une chanson de 81 couplets : *La complainte sur l'effroyable conspiration de Belfort.*

● **De notre correspondant local de presse René Bernat**

4 590

C'est le nombre d'habitants à Belfort en 1819

Une répression modérée, les hautes personnalités politiques épargnées

La plupart des conjurés se sont dispersés. Après sept mois d'instruction, 44 prévenus sont jugés, dont 21 par contumace. Parmi les 23 présents, deux officiers supérieurs venus de Paris, six sous-officiers de Belfort, Netzer, républicain de Belfort. Beaucoup de lampistes, les hautes personnalités politiques impliquées, tels les députés, sont épargnées. Voyer d'Argenson est réélu en mai 1822.

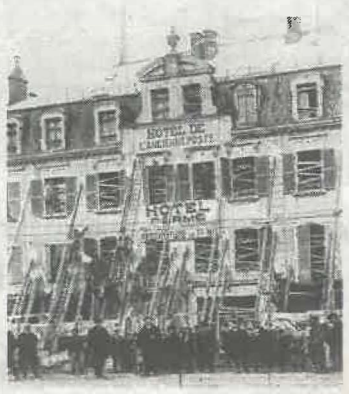
L'avocat général n'est guère virulent et les jurés alsaciens indulgents. Il est vrai qu'il n'y eut en tout et pour tout qu'un seul coup de pistolet.

Des maires révoqués

Les principaux responsables, Pailhès et Tellier, sont condamnés à cinq ans de prison, condamnations légères que la grâce royale réduira encore. Bien d'autres sont acquittés.

Le complot du colonel Carron à Colmar le 2 juillet 1822 échoue à délivrer les prisonniers. Il est passé par les armes le 1er octobre. Des notables belfortains sont suspectés, comme Charles Blétry, le général Mengaud, Jean-Baptiste Antonin ancien procureur de Colmar, l'hôtelier Dauphin. Les maires de Fontaine, Essert et Sermamagny sont révoqués.

La conspiration avortée témoigne d'une opposition persistante au régime royaliste de la Restauration (1815-1830) et d'une ville de Belfort acquise au libéralisme.



L'hôtel de l'Ancienne Poste était le quartier général des conspirateurs. Document Archives départementales du Territoire de Belfort

Un contexte et une ville inflammable

Les gouvernements de la Restauration (1815-1830) déçoivent les Belfortains attachés aux libertés que contrarie la Charte.

En Alsace, les demi-soldes, en congé forcé des armées napoléoniennes, sont nombreux. Leur nostalgie s'accroît avec la mort de Napoléon le 5 mai 1821.

Belfort, où les cabarets sont légion, affiche une tendance frondeuse. En cette fin d'année 1821, des signes alarment les représentants de l'ordre : passages d'étrangers plus nombreux, introduction d'armes dans la ville, auberges toujours plus pleines. L'imprimerie Clerc est particulièrement suspectée de libéralisme.

Des gens haut placés

Le modèle d'organisation des frondeurs est copié de la Charbonnerie italienne *(Carbonaria)*. Dès 1821, des étudiants parisiens constituent des groupes clandestins militairement organisés, restreints et cloisonnés appelés « ventes ».

Chaque adhérent doit avoir un fusil et 25 cartouches.



Marc-René Voyer d'Argenson est l'un des industriels à la tête de l'organisation séditieuse.

En 1820, sur les cinq députés du Haut-Rhin, quatre appartiennent à l'opposition libérale.

Des ventes existent à Mulhouse, Neuf-Brisach et Belfort.

À la tête de cette organisation séditieuse se trouvent des gens haut placés, généraux, colonels, industriels, députés. Marc-René Voyer d'Argenson, ancien préfet de l'Empire, maître des forges dans la vallée de Saint-Amarin, député de la circonscription, est l'un d'eux.

Les industriels Japy et Koechlin rejoignent le mouvement

Des industriels alsaciens se joignent aux opposants libéraux. Ingénieux, Japy s'est procuré un stock d'armes à distribuer le moment venu à ses ouvriers des usines de Beaucourt et Badevel. Les Koechlin financent l'opération avec un emprunt de deux millions de francs auprès de banques bâloises.

La venue du 29e régiment de ligne en garnison à Belfort est décisive car de nombreux *carbonari* en font partie. Les autorités ne se méfient guère, elles craignent plutôt des troubles à Neuf-Brisach.